APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

ETUDE EVALUATIVE FINALE DE LA SECONDE PHASE DU PROJET DE PREVENTION ET DE PRISE EN CHARGE DES GROSSESSES NON DESIREES CHEZ LES JEUNES ET ADOLESCENT.E. S DE 10 A 24 ANS DANS LES DISTRICTS SANITAIRES DE SOUBRE, MEAGUI ET BUYO, REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

1. Contexte

Médecins du Monde France (MdM-F) est une organisation indépendante de militants actifs qui soignent, témoignent et accompagnent le changement social en France et à l'international. Engagé depuis 1986 en Côte d'Ivoire, MdM-F œuvre en faveur d'un accès universel à la santé sexuelle et reproductive (SSR) pour tous dans le respect des instruments internationaux et régionaux favorables aux droits de la femme à accéder à des services de SSR de qualité. C'est dans ce sens que MdM-F exécute depuis 2017 à Soubré un projet de prévention et de prise en charge des grossesses non désirées chez les jeunes et adolescent.e.s selon une approche fondée sur les droits.
Partie intégrante du volet capitalisation et apprentissage des interventions de MdM-F, cette étude a été planifiée dès l'élaboration du projet à des fins d'apprentissage et de redevabilité.

Bref exposé du projet
Chaque année scolaire est entachée par de nombreuses grossesses en Côte d'Ivoire entrainant ainsi l'arrêt des cours par ces jeunes filles et parfois même le rejet des parents. Le Ministère de l'Education Nationale ivoirien recensait 3 374 cas de grossesses en milieu scolaire en 2017. Afin de mieux comprendre les déterminants de ce phénomène, MdM-F a réalisé en 2016 une étude sur les déterminants socio-culturels des grossesses non désirées, qui a ensuite été suivie en juillet 2017 d'une première phase d'un projet de prévention et de prise en charge des grossesses non désirées (GND) chez les jeunes et les adolescents.e.s dans la région de la Nawa. Les données terrain lors de l'exécution du projet ont conduit MdM-F à mettre en œuvre de manière participative avec les acteurs locaux et nationaux, une seconde phase d'extension de janvier 2019 à décembre 2020 sous financement de l'Union Européenne.

L'approche adoptée consiste à mettre en place des conditions favorables pour un accès des adolescent.e.s et jeunes à des services de SSR adaptés à leurs besoins, d'une part, et de les amener à adopter les comportements appropriés en lien avec la SSR. Cela à travers la diffusion des informations sur le planning familial stimulant ainsi la demande en services de SSR auprès des jeunes et des adolescent.e.s, l'amélioration de l'offre de services au sein des structures sanitaires publiques et la réalisation d'un plaidoyer local et national pour renforcer l'effectivité et le respect des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR).

Présentation du projet SSR-GND :
L'objectif général du projet est de « contribuer à l'atteinte des ODD (Objectifs de développement durable) 3, 5 et 16 via le renforcement des connaissances et des capacités d'agir des individus, des

communautés et des organisations de la société civile Ivoirienne autour des Droits de Santé Sexuelle et Reproductifs (DSSR) ».
Cet objectif général se décline en deux objectifs spécifiques :

- Assurer un meilleur respect des DSSR par la mise en place d'actions de plaidoyer en direction du gouvernement, des collectivités territoriales, des institutions nationales et des acteurs/partenaires clés ;
- Garantir l'accès des jeunes et des adolescent.e.s de 10 à 24 ans à des services de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) de qualité, notamment de planification familiale (PF), selon une approche par les droits dans les districts sanitaires de Soubré, Méagui et Buyo.

Résultats attendus du projet :

- Résultat 1 : La réalisation d'actions de plaidoyer auprès des décideurs locaux et nationaux par des coalitions d'acteurs de la société civile permet de renforcer la mise en œuvre de politiques et stratégies de SSR adaptées aux besoins des populations cibles ;
- Résultat 2 : Les capacités des titulaires de droits sont renforcées pour garantir leur accès à des services de SSR et de planification familiale ;
- Résultat 3 : L'accès à des services de Santé Sexuelle Reproductive et de PF de qualité est favorisé par le renforcement de l'offre de service des prestataires locaux ;

Pour atteindre ces résultats le projet met en œuvre des activités visant à améliorer à la fois l'offre de services de SSR (notamment l'offre de la PF clinique et des soins post-avortement) en soutenant les centres de santé ciblés dans les districts sanitaires de Soubré, Méagui et Buyo, et à stimuler la demande de soins spécifiques par la sensibilisation et la mobilisation sociale autour des Droits sexuels et reproductifs. Parallèlement, un plaidoyer est déployé au niveau local et central pour amener les autorités politiques et sanitaires à adopter des politiques favorables à une meilleure protection et promotion des DSSR.

Les groupes cibles sont :

- Les jeunes et adolescent.e.s de 10 à 24 ans (scolarisés ou non) ;
- Les acteurs de santé, les travailleurs sociaux, les éducateurs dans les lycées publics.

Les zones d'interventions :
MdM-F cible 3 districts sanitaires de la région de la Nawa à savoir Soubré, Méagui et Buyo.

Au départ, 8 centres de santé avaient été identifiés : Services de Santé Scolaire et Universitaire-Santé Adolescentes et Jeunes (SSSU-SAJ) et l'hôpital général de Soubré, SSSU-SAJ et l'hôpital général de Méagui, SSSU-SAJ et l'hôpital général et le Centre de Santé Urbain de Buyo et le Centre de Santé Urbain (CSU) de Grand Zattry pour la mise en œuvre du projet. Compte tenu de la spécificité de certaines activités comme les visites à domiciles par les agents de santé communautaire et dans le souci de toucher de plus en plus de jeunes et adolescents, les Centre de Santé Ruraux (CSR) et Dispensaires Ruraux (DR) de certains villages ont été pris en compte. Ce qui élève le nombre de structures de santé appuyées à 30.
8 lycées publics et 4 centres sociaux des 3 districts sanitaires soutenus sont aussi concernés par les activités.
Également 5 radios partenaires interviennent : Onyx De Méagui, Radio FM de Méagui, Nawa et yackoi de Soubré et radio Buyo.

2. Objectifs de la consultance

Objectif de la mission de consultance

Le nombre de grossesses non désirées chez les jeunes et adolescent.e.s en Côte d'Ivoire reste important notamment dans la région de la NAWA. Ce phénomène est dû à la méconnaissance des méthodes de contraception et services dédiés. Par ailleurs, l'accueil et la réponse aux différents besoins des jeunes et adolescents (es) est à améliorer. Le projet de prévention et de prise en charge des grossesses non désirées exécuté par MdM devrait contribuer à répondre à ces besoins. Cette étude aura pour objectif de décrire les connaissances en matière de santé sexuelle et reproductive et les barrières liées à l'utilisation des méthodes contraceptives ainsi que des services de planification familiale chez les adolescentes et les jeunes filles âgées de 10 à 24 ans (scolarisés et non scolarisés) dans les districts sanitaires de Soubré, Méagui et Buyo en 2020.

Plus spécifiquement il s'agira de :

- Estimer le taux de prévalence en contraceptif moderne chez les adolescentes scolarisées
- Analyser les connaissances et les comportements des adolescentes vis-à-vis du recours aux services de planification familiale
- Mesurer la satisfaction des adolescent.e.s vis-à-vis des services de planification familiale
- Comparer les résultats obtenus avec ceux de la 3ème enquête menée.
- Formuler des recommandations quant à des pistes d'amélioration des services de SSR afin de répondre au mieux aux attentes des adolescent.e.s et des jeunes, en examinant la prise en compte des recommandations issues de l'évaluation ROM de l'UE.

L'étude s'étendra sur l'ensemble du projet et couvrira les trois districts sanitaires soutenus de la région NAWA : Soubré, Méagui (51km de Soubré) et Buyo (76 km de Soubré), ainsi que les établissements scolaires (08) de ces mêmes districts.

Le budget total maximum disponible pour cette consultance est de 13.800 EUR.

3. Profil recherché

Le.la prestataire peut être :

- Un groupe de consultant.es individuel.les expert.es nationaux.ales ou internationaux.les. Pour les expert.e.s internationaux.les, un ou des relais national.aux est.sont indispensable.s au regard de la situation politique (contexte électoral) et épidémique (pandémie COVID-19)
- Un regroupement de chercheur.ses ou institutions de recherche
- Un cabinet ou bureau d'étude

Il est requis des candidats :

- Une expertise dans la réalisation d'études similaires en termes d'expérience et de références
- Une bonne connaissance et expérience en matière de santé sexuelle et reproductive
- Une solide expérience en méthodes d'analyses des données qualitatives et quantitatives
- Une maitrise des logiciels de traitement des données statistiques
- Une excellente capacité de rédaction, d'analyse et de synthèse
- Une parfaite maîtrise du français

Les ressortissants ivoiriens et les candidatures féminines sont vivement encouragés à postuler.

4. Calendrier indicatif

Date limite pour manifester son intérêt	12/10/2020 à 12h (heure de Paris/CET)
Date limite pour une proposition complète	22/10/2020 à 12h (heure de Paris/CET)
Date souhaitée pour le démarrage début de l'évaluation	26/10/2020
Phase "terrain" de la consultance	entre 18 et 20 jours, entre 01/11/2020 et 20/11/2020
Date souhaitée pour la remise du rapport final définitif	15/12/2020

Ce planning est indicatif et peut être soumis à modification.

5. Documents à soumettre

Les consultants et/ou les bureaux d'études qui souhaitent manifester leur intérêt doivent transmettre :

- Un CV à jour de 3 pages maximum précisant la société d'évaluation à laquelle le consultant est rattaché
- Une lettre d'intérêt de 3 pages maximum indiquant : expériences dans des conditions semblables, références concernant l'exécution de contrats analogues, dates de disponibilité pour mener la consultance, autres…

Ces manifestations d'intérêt doivent être envoyées à l'adresse suivante :
doi.applications@medecinsdumonde.net avec en objet la référence « RCI - Etude Projet GND » avant le 12/10/2020 à 12 h (heure de Paris/CET)

Six candidats au maximum seront short-listés et invités à soumettre une proposition complète en réponse aux termes de référence qui leur seront envoyés.

Les informations recueillies au stade de votre candidature font l'objet d'un traitement informatique destiné à constituer et archiver un dossier professionnel pour chaque candidature reçue et dans l'éventualité d'audit de nos procédures internes.
Les destinataires des données sont : le service d'Analyse, Appui et Plaidoyer (S2AP) de Médecins du Monde.
Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à « s2ap@medecinsdumonde.net ou Médecins du Monde S2AP 62, rue Marcadet 75018 Paris.
Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.